
FORMATION EN JOURNALISME, NORME LINGUISTIQUE ET MÉDIAS. INTERROGATIONS ET PERSPECTIVES.

Marie-Christiane Hellot et Lise Malo*

Dans la longue aventure passionnée qu'entretient le Québec tout entier avec le français, l'influence des médias, tant écrits qu'électroniques, sur la qualité et l'évolution de cette langue occupe une place privilégiée. Les journalistes écrivent-ils mieux ou moins bien qu'« autrefois »? La langue qu'on entend sur nos ondes est-elle de moins bon « niveau » qu'il y a une ou deux décennies? Quelles en sont les principales lacunes et dans quel sens évolue-t-elle? Comment peut-on mesurer le rôle joué par les différents médias sur le comportement linguistique des Québécois? Et, d'ailleurs, le peut-on? N'est-ce pas plutôt la société en général qui se reflète sur le niveau linguistique de notre presse? Cet ensemble de questions prend un relief particulier quand on forme de futurs journalistes et qu'on se pose la question de la norme linguistique à enseigner.

Ces réflexions ont été au centre d'une table ronde qui a réuni le 3 mai 2000 l'équipe d'enseignants du Certificat en journalisme de l'Université de Montréal¹. Nous avons mis notre expérience et nos

* Marie-Christiane Hellot est responsable du Certificat en journalisme à l'Université de Montréal et Lise Malo est chargée de cours également à l'Université de Montréal.

¹ La majorité des participants de cette table ronde enseignent au Certificat en journalisme de l'Université de Montréal (Faculté de l'éducation permanente). Il s'agit de Jocelyn Coulon, de Najib Lairini, de Jean-Claude Leclerc, de Bernard Lévy, de Karl Parent, de Claude Sauvé ainsi que de Blanche Wissen. En plus de Marie-Christiane Hellot, responsable du Certificat en journalisme, initiatrice de cette rencontre, et de Lise Malo, chargée de cours au Certificat de rédaction, qui avaient préparé et animaient la réunion, Lorraine Camerlain, directrice des programmes à la FEP, apportait son expérience d'enseignante et de rédactrice. Quant à Pierre Cayouette, Monique de Gramont, Marc Laurendeau et Diane Précourt, empêchés par leurs obligations de participer à la table ronde, ils ont néanmoins tenu à nous faire parvenir leur point de vue. Michèle Parenteau s'est chargée de la transcription des enregistrements.

observations en commun pour tenter d'esquisser quelques lignes de force dans un domaine où les perceptions sont souvent teintées d'émotivité et où il convient de leur opposer constamment les faits. Comme on le verra dans ce qui suit, si les opinions ont le plus souvent convergé, certaines différences se font jour. Inutile de souligner qu'un tel document ne prétend être ni exhaustif ni objectif, encore moins définitif. Dans un domaine aussi vaste et aussi mouvant que l'usage linguistique, il serait présomptueux de poser autre chose que des jalons. Comme la table ronde qui lui a donné naissance, la réflexion qui suit, pour être collective, résulte du point de vue de ceux qui l'ont constituée. Précisons enfin qu'en raison de notre expérience et de nos objectifs, nous avons limité le mot « média » à sa définition journalistique.

Médias québécois d'hier et d'aujourd'hui

S'il est un domaine susceptible d'être teinté de subjectivité, c'est bien celui de la perception du passé. Qu'on ait une vaste expérience ou qu'on débute dans une carrière, on sera porté à colorer le monde d'autrefois de ses expériences, voire de ses humeurs du présent. La plupart des participants se sont pourtant accordés pour estimer qu'on idéalise généralement la langue des médias d'autrefois : Claude Sauvé qualifie de « dramatique, ampoulée, emphatique et fausse » la langue de la radio des années cinquante et soixante. Pierre Cayouette, pour sa part, relève le même manque de naturel dans la presse écrite :

« Lorsque j'étais au Devoir, je relisais certains textes écrits il y a dix ou vingt ans. On y trouvait peu d'erreurs. En revanche, les textes étaient trop longs, ternes, souffraient d'absence de mise en scène journalistique. »

Mais l'autre opinion est cependant présente. « Je ne pense pas qu'on idéalise », estime Marc Laurendeau. « Il y avait peut-être un côté empesé, autrefois, mais l'expression était plus soignée, plus rigoureuse. » Et il précise :

« J'ai entendu un nombre considérable d'archives. La langue était plus châtiée, non seulement à Radio-Canada, mais même à CKAC. »

D'une certaine manière, Jocelyn Coulon est encore plus pessimiste :

« Le niveau de langue est resté le même. Pauvre. Le niveau de langage dans les médias est plus élevé que la moyenne générale, mais comme ce niveau est assez faible dans la population, il ne peut être bien fort dans les médias. »

Les critiques sont nombreuses du côté des observateurs les plus sévères. Marc Laurendeau regrettant le laisser-aller ambiant, le style « décontracté » de beaucoup de médias, tant écrits qu'électroniques, remarque qu'il y a dix ou quinze ans, « les patrons n'auraient pas accepté une émission négligée comme Les Francs Tireurs ». Mais l'analyse que fait Jean-Claude Leclerc est encore plus fondamentale :

« Il faudrait accepter qu'on appartient à une société culturellement pauvre. Il faudrait accepter un postulat de misère collective et culturelle. »

Il retouche néanmoins le portrait :

« Il y a des journalistes qui parlent mal, d'autres qui parlent bien, il y en a qui écrivent mal, d'autres qui écrivent bien. Et il y a ceux qui écrivaient mal il y a trente ans et qui écrivent toujours mal parce qu'on n'a pas osé leur dire qu'il leur fallait perfectionner leur langue. »

Le constat, cependant, ne peut être global. Il convient d'établir des distinctions : entre les médias d'abord, radio, télévision et presse écrite, entre le secteur public et le secteur privé ensuite, et, enfin, entre les professionnels des médias et les personnes interviewées. Ainsi, tout en jugeant sévèrement la langue des médias électroniques, Bernard Lévy constate une nette amélioration du côté de la presse écrite :

« La langue des médias est meilleure qu'il y a vingt ou trente ans; la langue exercée par ceux dont c'est la profession, donc par les journalistes, cette langue s'est non seulement améliorée sur le plan de la syntaxe, de la fluidité, de la clarté, mais également sur le plan de l'érudition. »

Paul Roux, adjoint au directeur de l'information à La Presse, estime pour sa part que si le niveau de langue des médias écrits s'est à peu près maintenu, il s'est généralement dégradé dans les médias électroniques, en particulier dans les radios commerciales. Guy Bertrand, conseiller linguistique à la radio française de Radio-Canada, se dit cependant « très satisfait de la qualité de la langue que l'on y parle ».

À l'intérieur même de la presse électronique, il convient aussi de faire une distinction entre les textes écrits, pour lesquels on est en droit d'être plus sévère et le direct, pour lequel on peut tolérer une langue naturelle, souple et moins châtiée. On ne peut évidemment avoir envers les personnes interviewées les mêmes exigences qu'envers les journalistes. Or, d'une part, la tendance est à multiplier les « clips », et de l'autre, remarque Karl Parent, la catégorie de gens interviewés a changé :

« Il y a deux décennies, on avait tendance à interviewer des gens qui avaient une réflexion, un langage, une structure de pensée. C'étaient souvent des spécialistes, des universitaires. [...] Aujourd'hui, certains patrons préfèrent qu'on interroge les gens de la rue, "le vrai monde". Comme si les intellectuels et ceux qui ont une pensée structurée n'étaient pas "du vrai monde"! »

Les principales faiblesses linguistiques des journalistes

Jean-Claude Leclerc remarque lui aussi que la plupart des gens ont de la difficulté à s'exprimer oralement en public, à organiser une langue qui soit claire, ce qui rend parfois les entrevues assez pénibles à suivre. Il donne cependant un exemple qui prouve que certains organismes sont conscients de l'importance qu'il y a à livrer sur les ondes un message intelligible et structuré.

« J'ai remarqué, depuis une dizaine d'années, que les porte-parole des services policiers s'expriment comme s'ils lisaient des rapports de police bien rédigés. On donne sans doute maintenant une formation aux policiers, car je suis convaincu que la majorité d'entre eux parlent un langage plutôt populaire. Ceux que l'on voit à la télé, ou dont on rapporte les propos dans la presse écrite, formulent leur discours dans un français plus structuré où les détails sont énoncés avec précision et une certaine économie de mots. »

En ce qui concerne les lacunes relevées dans les médias par les participants, elles font écho aux insuffisances généralement observées dans la langue parlée des Québécois francophones : vocabulaire imprécis ou impropre, tics de langage, manque de logique dans l'organisation des idées, etc. Dans des contextes différents, ces lacunes linguistiques peuvent se retrouver à des degrés divers dans d'autres communautés linguistiques francophones. Ce qui semble par contre caractériser la situation québécoise,

c'est le mélange des registres, la confusion dans l'emploi des niveaux de langue.

Les journalistes de la télévision et de la radio reproduiraient à leur tour ces erreurs lorsqu'ils s'expriment sans le soutien d'un texte écrit ou lorsqu'ils emploient sciemment un niveau de langue familier ou même populaire. Marc Laurendeau, comme l'ensemble des participants, regrette de ce fait une certaine confusion des genres :

« Les lacunes sont au niveau de l'inapproprié, du genre : "le secrétaire des Nations Unies en a plein le derrière". La langue d'aujourd'hui est plus imagée, mais moins bonne. Des expressions grossières sont assumées par les animateurs; elles ne sont plus mises entre guillemets. Il y a de bonnes idées, mais la forme est vulgaire. »

Outre l'emploi inapproprié d'expressions familières ou populaires qu'il relève aussi, Jean-Claude Leclerc déplore que « des forêts d'expressions telles que au niveau de et sur le plan de envahissent les textes », tant dans la presse écrite que dans la presse électronique. Ici encore, il faut bien admettre que ces tics de langage ou ces expressions à la mode ne sont pas réservés exclusivement aux journalistes : ils fourmillent malheureusement dans la langue des affaires, de la publicité et de l'administration.

En ce qui concerne plus particulièrement la presse écrite, Monique de Gramont, tout en refusant de lancer la pierre aux journalistes, range parmi les erreurs les plus fréquentes « une mauvaise ponctuation, qui rend la syntaxe déficiente et le sens incertain, ainsi qu'une certaine complaisance envers les anglicismes ».

Toujours au chapitre du vocabulaire, des vues opposées en apparence ont fait surface entre les participants. Ainsi, Claude Sauvé estime que certains journalistes et certaines personnes interviewées se complaisent parfois dans l'emploi d'un jargon scientifique issu, par exemple, de l'anthropologie, de la psychologie ou de la sociologie, ce qui nuit à la clarté du propos. Bernard Lévy considère pour sa part que l'émergence de journalismes dits « de spécialisation » a au contraire favorisé un certain enrichissement du vocabulaire général. Najib Lairini ira dans le même sens quand, à propos de la formation des futurs journalistes, il remarquera ce qu'un cours de science politique apporte non seulement en contenu mais aussi en qualité d'expression.

En réalité, la contradiction n'est ici qu'apparente, parce qu'il s'agit de deux phénomènes différents : d'un côté on stigmatise le recours à la « langue de bois » alors que de l'autre on parle de vulgarisation. En fait, quand il s'agit d'employer ou de rejeter certains termes de spécialités, tout comme certaines expressions familières, c'est le sens de l'à-propos du journaliste qui lui permettra de faire la différence entre un vocabulaire précis et un vocabulaire ésotérique, entre un discours de bon ton et un discours déplacé. Cette appréciation du contexte ne constitue-t-elle pas une des qualités de tout bon rédacteur?

Confusion des genres, méconnaissance des niveaux de langue, imprécision du vocabulaire, anglicismes, est-ce qu'on ne retrouve pas là des maux linguistiques de notre société tout entière? Une opinion que résume ainsi Jocelyn Coulon : « La langue des médias reflète la qualité de la langue des Québécois. »

Éducation et société

Les médias souffrent donc plus ou moins des mêmes maux linguistiques que l'ensemble de la société québécoise. Lorsque vient le temps d'expliquer ces faiblesses, on ne s'étonne donc pas d'entendre les participants en imputer d'abord la responsabilité à l'éducation ainsi qu'à des facteurs sociaux et historiques.

Karl Parent, comme plusieurs autres, explique les difficultés d'expression de certains journalistes, quel

que soit leur âge, par un apprentissage déficient de la langue orale et écrite :

« Il y a beaucoup de journalistes qui ont été en contact avec la grande tradition radio-canadienne des années soixante et soixante-dix qui ne savent pas écrire ni s'exprimer, bien qu'ils aient quarante ou cinquante ans aujourd'hui et qu'ils aient lu Claude Ryan et écouté Henri Bergeron. Le fait qu'ils ne savent pas écrire montre bien qu'il faut qu'il y ait une lacune quelque part. Sans doute l'éducation. »

En fait, l'éducation, comme plusieurs phénomènes sociaux au Québec, reflète les changements considérables qui s'y sont produits depuis 40 ans. Comme dans le cas des habitudes culturelles ou de la fréquentation des bibliothèques, la démocratisation donne paradoxalement l'impression d'une baisse de niveau parce que le comportement d'une élite, en nombre constant, se perd dans celui de la nouvelle majorité.

Jean-Claude Leclerc ne manque pas à cet égard de rappeler que la réforme de l'éducation des années soixante a ouvert les portes de l'école au plus grand nombre, avec une conséquence toute mathématique :

« Mon diagnostic global : comme plus de gens sont allés à l'école depuis trente ans, plus de gens écrivent mal, car même si on leur a appris à écrire, ils ne réussissent pas tous à maîtriser la langue. »

Ou, si l'on veut, il y a tout autant de gens qu'avant qui écrivent bien, mais comme beaucoup plus de gens qu'avant écrivent ou s'expriment, et comme souvent leur compétence linguistique est faible, on en retire une impression générale de baisse de niveau. C'est aussi le point de vue du linguiste Alain Rey, qui l'exprime ainsi dans le numéro d'avril 2000 de la revue Lire : « On écrit toujours aussi mal et c'est la démocratie! Pour que tout le monde écrive bien, il faut que peu de gens écrivent. » Toute observation de ce genre doit cependant être placée dans son contexte, et Jean-Claude Leclerc se livre ici à une sommaire analyse comparée de la France et du Québec :

« Comme on n'a pas eu le droit de s'exprimer ici pendant des siècles, on ne peut pas organiser spontanément sa pensée et ses idées. Entendre des petits Français de trois ans s'exprimer à la télévision, c'est de toute beauté, mais il faut penser qu'ils sont dans un bassin de soixante millions de gens et qu'ils sont portés par la richesse de leur culture. »

Faisant écho à l'idée de « misère collective et culturelle » soulevée par Jean-Claude Leclerc, Lorraine Camerlain insiste sur l'effort et la persévérance nécessaires à la maîtrise du français écrit et déplore la tendance des Québécois francophones à sous-estimer la valeur de cet outil intellectuel :

« L'idée de l'application à mettre pour apprendre (et de façon continue) ce qui est hors de la vie quotidienne, la norme du français dit international, celui donc qui n'existe que dans l'écrit à mon sens, est importante à mes yeux. C'est un outil intellectuel qu'on peut se donner, comme individu et comme société, mais on sait que le Québec (tant par ses individus que par ses structures organisationnelles) n'est pas trop porté sur la chose intellectuelle, et c'est une figure de style. L'anti-intellectualisme a donc peut-être des répercussions dans la pratique même de la langue écrite. »

On retrouve ici une caractéristique souvent constatée par les observateurs, celle d'une tendance des Québécois à l'anti-intellectualisme, leur vieille méfiance à l'égard de leurs élites.

Si le diagnostic des participants est inquiétant, et peu flatteur, les remèdes ne manquent cependant pas. La maîtrise de la langue parlée et écrite devient, dans l'esprit de Jean-Claude Leclerc, un défi de société :

« Il faut investir dans l'école, dans les apprentissages. Que l'on soit juge, journaliste, quelle que soit sa profession, dès lors qu'on doit communiquer, il faut s'assurer une parfaite maîtrise de la langue parlée et écrite. »

Blanche Wissen insiste sur cette nécessaire étape d'acceptation des difficultés et exhorte les journalistes à renoncer à considérer la langue comme un symbole politique ou identitaire et à s'appropriier le français comme un simple mais essentiel outil de communication :

« Nous, formateurs ou gens de médias, nous sommes des techniciens de la langue. Il faudrait d'abord que les journalistes s'avouent leurs lacunes de base. Il faut revenir à une formation élémentaire. À un français de la francophonie, comme un outil de communication sans ambitions et sans objectifs politiques ou pseudo culturels. Donc, osons regarder nos lacunes et les problèmes de formation à travers l'histoire du Québec. »

Le prix de la rentabilité

Outre ces facteurs, que l'on pourrait qualifier de sociétaux, les participants ne manquent pas de pointer comme responsables d'un certain relâchement linguistique les conditions de la pratique du métier, peu favorables à une langue de qualité.

Monique de Gramont, Claude Sauvé et Marc Laurendeau condamnent à cet égard les choix idéologiques et commerciaux de certains patrons de presse. Par exemple, dans certains médias, par souci d'économie, on aurait aboli des postes de réviseurs ou supprimé des services de soutien linguistique aux journalistes. Ces décisions, comme le souligne Jean-Claude Leclerc, se répercuteraient sur la qualité du français :

« Dans la presse écrite où on a abandonné la révision linguistique, l'édition à proprement parler, les vieilles difficultés reviennent, comme les anglicismes entre autres. Si le journaliste écrit mal, son papier se lira dans le journal tel qu'il a été écrit. »

Comme l'explique Monique de Gramont, l'étape de révision linguistique est essentielle à la diffusion de textes de qualité. Dans les magazines dont la correction de la langue est reconnue, la revue *Prévention au travail*, dont elle est rédactrice en chef, ou *L'Actualité* par exemple, on applique des critères linguistiques rigoureux et on relit les textes une douzaine de fois. On y transmet d'ailleurs les corrections aux journalistes, pour qu'ils évitent de répéter leurs erreurs. Cependant, comme le souligne Louise Tremblay dans sa thèse de doctorat, *Qualité de la langue et discours journalistique : définition et description linguistique*², il faut être prudent lorsque l'on compare la langue des quotidiens et celle des magazines, il ne faut surtout pas oublier que la contrainte de temps est plus importante dans le cas des quotidiens :

« Les conditions de production qui distinguent les types de média (dont la contrainte de temps et la révision des textes) pèsent significativement sur la qualité de la langue. Les conditions de production des magazines entraînent un certain "comportement" relativement aux indices de qualité; celles des quotidiens en entraînent un autre. [...] Considérant que ces médias sont fonctionnellement différents, il paraît plus adéquat de parler de la qualité des magazines d'une part, de la qualité des quotidiens de l'autre. »

La situation, dans les quotidiens du moins, ne serait d'ailleurs pas aussi mauvaise que le laisserait supposer une impression générale. Ainsi une rapide enquête dans les trois grands journaux montréalais nous a permis de conclure que certains patrons de médias étaient convaincus de l'importance du travail d'édition au sein des rédactions. Ainsi, *Le Journal de Montréal*, indique sa rédactrice en chef, Paule Beaugrand-Champagne, emploie actuellement cinq réviseurs spécialisés, plus deux surnuméraires. Quant à *La Presse*, avec quatre postes, elle a doublé le nombre de ses réviseurs depuis neuf ans, précise Paul Roux, actuellement adjoint au directeur de l'information. *Le Devoir*, il est vrai, n'a plus qu'un réviseur auquel s'ajoute un surnuméraire pour les *Cahiers spéciaux*, « et c'est insuffisant », note Diane Précourt.

Par ailleurs, selon M^{me} Précourt, ce n'est pas tant le nombre limité de réviseurs qui serait responsable de la présence d'écarts linguistiques dans les quotidiens, mais bien plutôt l'effet conjugué, sur le travail du chef de pupitre, de l'introduction de nouvelles technologies et du contrôle accru des journalistes sur leurs propres textes. M^{me} Précourt explique que dans certains cas, le travail de pupitre est passé des mains de journalistes expérimentés mais réfractaires aux nouvelles technologies à celles de jeunes journalistes techniquement mieux formés mais mal préparés à l'accomplissement de cette tâche complexe. D'autre part, l'affirmation du droit d'auteur des journalistes aurait amoindri l'autorité du chef de pupitre : il lui serait désormais presque impossible d'apporter quelque changement que ce soit aux textes des journalistes. Dans les deux cas, même conséquence : l'ampleur et la nature des corrections que doivent apporter en bout de ligne les réviseurs aux articles et aux chroniques sont sans commune mesure avec ce qu'elles étaient encore tout récemment.

Du côté de la presse électronique, les signaux semblent parfois contradictoires. Par exemple, selon Guy Bertrand, la création récente du poste de conseiller linguistique à la radio française de Radio-Canada est un signe que la direction de Radio-Canada veut maintenir la qualité de la langue. Du côté de la télévision de Radio-Canada, qui n'a désormais plus de linguiste attitré, on pourrait cependant s'interroger sur la signification du départ de M. Camille Chouinard qui répondaient aux questions d'ordre linguistique des journalistes.

² Louise Tremblay (1993). *Qualité de la langue et discours journalistique : définition et description linguistique*, Thèse de doctorat, Université de Montréal, p. 191.

Il semble finalement que la qualité et la quantité des services de révision et de conseil linguistique dépendent de l'intérêt réel que portent individuellement les patrons de presse à la qualité du français. D'autres impératifs occupent souvent davantage leur esprit. Ainsi, dans la presse électronique, la course aux cotes d'écoute expliquerait certains choix préjudiciables à la qualité de la langue. Claude Sauvé et Marc Laurendeau, respectivement, stigmatisent cette perversion de la démocratisation, nouvelle forme de populisme :

« On a démocratisé l'accès à la tribune, que ce soit par les tribunes téléphoniques ou les "micros trottoirs", invention de la télé américaine très en vogue pour donner la parole au peuple. Mais tout ça a été récupéré idéologiquement par certains patrons de médias pour faire plus populiste, plus populaire. »

« L'argent gâche tout. On s'est rendu compte que c'est rentable d'employer des expressions populaires. On a l'impression que ça attire plus l'auditeur. Le mercantilisme y est pour beaucoup dans le relâchement. Parler imagé, familier, est un calcul pour s'attirer des lecteurs, des auditeurs. [...]

« Démagogie aussi des radios privées, qui poursuivent des objectifs strictement commerciaux : ces entreprises pensent qu'il est plus rentable de parler au plus bas niveau. »

M. Laurendeau ajoute que cette recherche de cotes d'écoute plus élevées se manifeste aussi dans les critères d'embauche des journalistes, davantage orientés vers la popularité que vers la qualité de l'expression :

« Autrefois, les annonceurs passaient des auditions. Ceux de la vieille garde. Aujourd'hui, on va chercher des vedettes du privé. C'est que la question des cotes d'écoute touche même la presse quotidienne. »

Pierre Cayouette note pour sa part que la multiplication des canaux entraîne « l'emploi de jeunes qui n'auraient pas toutes les aptitudes requises » et, pourrait-on ajouter, qui se satisfont de conditions de travail et de salaires moindres.

Ici encore, la généralisation ne semble cependant pas de mise. Guy Bertrand nous indique qu'il participe aux processus d'audition des journalistes et des animateurs de la radio française de Radio-Canada et il nous assure que le critère de la qualité de la langue y occupe une place importante. Dans un même ordre d'idée, selon Paul Roux, le recrutement est désormais plus rigoureux à La Presse, et la qualité du français est un critère d'embauche important.

Évolution technologique et qualité de la langue

Parmi les facteurs responsables d'un certain relâchement linguistique, les journalistes participants relèvent enfin certains changements dans la pratique du métier. Selon Jean-Claude Leclerc, la prolifération des émissions diffusées en direct entraîne l'emploi d'une langue plus familière et moins bien structurée :

« Quand les gens improvisent, c'est le cafouillis qui s'installe. Non seulement la langue est-elle maltraitée, mais la pensée se cherche et l'information aussi assez souvent. La langue familière l'emporte, ce qui comporte des conséquences négatives, mais entraîne également peut-être un certain rapprochement psychologique avec la population. »

La rapidité des modes de production, l'avènement des nouvelles technologies, d'Internet surtout, la mondialisation des échanges enfin viendraient encore réduire le temps consacré à l'écriture. Najib Lairini craint que la course contre la montre qui caractérise l'information actuelle n'entraîne « un nivellement par

le bas ».

« On est moins exigeant lorsqu'on engage des journalistes, en ce qui concerne l'écriture, parce que ce qui prime, c'est la vitesse reliée à la mondialisation et à Internet. On veut faire plus vite que le voisin, court-circuiter, avoir la primeur. »

Lorraine Camerlain regrette déjà l'époque où on prenait le temps de travailler son écriture :

« Avec l'avènement des technologies, d'Internet surtout, la difficile gestion du temps consacré à l'écriture elle-même (et donc à la correction, à la réécriture) par rapport à la recherche me paraît devenir encore plus problématique. Les vieux de la vieille de cette pratique, que l'on pense archaïque, mais qui est au cœur même de toute l'expansion de cette technologie, l'écriture, savent bien qu'il s'agit là d'un exercice qui demande d'abord et avant tout du temps. Et c'est bien là ce qui a le plus changé au cours des quatre dernières décennies : notre rapport au temps, qui s'est transformé en principe d'accélération, en vitesse d'exécution, si on peut dire. »

S'il est une pratique de communication informatique qui tend à transformer l'évolution de la langue, c'est bien le courrier électronique. Ce nouveau type d'échange qui concurrence maintenant non seulement la correspondance traditionnelle avec ses anciens codes, mais même des habitudes plus récentes comme le téléphone et le télécopieur, commence à être étudié : influence de l'anglais, disparition des accents et des signes diacritiques absents des claviers anglais, ponctuation et majuscules négligées, toutes ces lacunes rejoignent ce qu'on a déploré plus haut. Mais des phénomènes nouveaux se font jour : émergence d'un lexique international et symboles remplaçant les terminologies nationales, comme les « smileys » ou « émoticons », installent une cyberlangue, sorte de monnaie d'échange linguistique virtuelle et mondiale. Laissons ici la parole à Don Tapscott, auteur d'un ouvrage sur la « génération digitale » :

« [...] le cybertexte offre une autre voie dans l'expression écrite. Un nouvel alphabet est en train de prendre forme avec ses abréviations, ses néologismes, ses combinaisons d'images et de signes qui traduisent une relation plus émotive avec l'ordinateur³. »

Les nouvelles technologies et Internet en particulier ne comportent cependant pas que des désavantages pour la langue écrite. Comme le souligne Claude Sauvé, l'accélération des échanges par Internet force à écrire, à se débarrasser de l'oral jusqu'à un certain point. D'autre part, Bernard Lévy souligne l'apport d'Internet à la recherche documentaire et à la formation de l'esprit de synthèse :

« La recherche documentaire, grâce à Internet, s'est nettement améliorée puisqu'on n'a plus à courir les bibliothèques, à feuilleter des revues. L'accès à des livres entiers ou à des articles permet de développer un esprit de synthèse sans avoir à s'investir physiquement. »

Depuis dix ans, le traitement de texte, on le sait, a complètement changé les salles de rédaction, comme les habitudes de toutes les catégories de rédacteurs, d'ailleurs. Rapidité, souplesse, corrections à vue et sans limites, autonomie, une fois les difficultés techniques apprivoisées, c'est en grand nombre que les professionnels de l'écriture ont compris les avantages de la dactylographie informatique et délaissé le crayon pour l'ordinateur. Pour le moment, nous ne sommes encore que des gens de l'Ancien Régime qui vivent sous le Nouveau et nous appliquons au médium électronique les connaissances et les techniques que nous avons apprises, la plume à la main. On peut se demander, cependant, ce qu'il en sera dans vingt ans des petits qui auront appris à écrire, ou presque, à l'aide du traitement de texte et des correcteurs

³ Don Tapscott (1998), *Growing up Digital, the Rise of the Net Generation*, McGraw-Hill.

automatiques. Pour Pierre-Marc de Biasi, généticien des textes, une révolution de l'écrit est en marche et il voit encore plus loin :

« Avec les outils informatiques, nous sommes en train d'accéder, mais lentement, à une autre manière d'écrire dont nous ne vivons peut-être que les prémices. Que se passera-t-il quand les techniques de l'oralisation auront atteint un niveau d'efficacité parfait ? Il risque de se produire une véritable rupture parce que l'écriture pourrait faire alors l'économie de la main au profit de la relation orale⁴. »

⁴ Pierre-Marc de Biasi (2000). « L'écriture sera transformée », dans : Lire, avril.

Journalisme Internet et médias traditionnels

Cyberlivres, cybermagazines, les publications originales sur la Toile se multiplient depuis les derniers mois. Quoique réticents à formuler des hypothèses précises sur les changements que provoquera l'avènement d'Internet, phénomène encore récent, les participants s'accordent cependant sur le fait que ce nouveau média orientera grandement l'avenir du journalisme. Marc Laurendeau prévoit ainsi que « le journalisme sera influencé par Internet comme USA Today fut influencé par la télévision. Certains journalistes, note-t-il, disposent déjà leurs textes en colonnes comme dans Internet. »

Bernard Lévy croit pour sa part qu'il faudra « reconsidérer les formes d'expression écrite en fonction de l'hypertexte, qui demande, lui semble-t-il, une structure mentale proche du montage radio et télé, jouant avec la rétroaction et la projection dans le temps ».

Lorraine Camerlain, enfin, considère que « l'hypertexte, qui aura un effet sur la lecture et sur l'appréhension même de la réalité, aura des conséquences sur la manière de réfléchir le monde, et donc d'écrire ».

La formation linguistique des étudiants en journalisme

Pour des journalistes, la question de la formation de la relève revêt une particulière acuité. Ces enseignants qui, pour beaucoup, ont vu défiler des générations de jeunes, sont généralement assez optimistes. Ils affirment tous que le niveau des étudiants du Certificat en journalisme de l'Université de Montréal est meilleur aujourd'hui qu'il y a dix ans. Outre leur bagage culturel et leur connaissance des outils informatiques, on souligne que les étudiants ont, dans l'ensemble, une bonne maîtrise de la langue. Karl Parent les juge mieux préparés sur le plan linguistique, mais aussi en ce qui concerne la structuration de la pensée.

Bernard Lévy, pour sa part, justifie ainsi son jugement favorable :

« Horrible conservateur, j'ai gardé des copies d'étudiants d'il y a quatorze ans et je les ai comparées avec les copies du trimestre dernier et je maintiens qu'il y a un écart en faveur des étudiants actuels. Et de très loin. Et sur tous les plans. Autant sur le plan du vocabulaire, donc de la précision, que sur le plan de la structure et de la manière d'agencer les idées dans un texte, qui est moins désordonnée, plus nette. Je constate aussi un progrès en souplesse, dans les transitions, dans la manière de passer d'une idée à l'autre. Et sur le plan de la domination du sujet également. »

Les étudiants du Certificat en journalisme

La qualité (relative, précisons-le, les étudiants sont un peu comme les journalistes, certains ont une bonne maîtrise du code linguistique, d'autres ont la plume moins sûre) du niveau de langue des étudiants au Certificat peut objectivement être imputée aux deux conditions qui les sélectionnent à l'entrée : ils doivent détenir au moins 60 crédits universitaire à l'admission et sont soumis à un examen de français spécifique.

Dans les faits, plus de 80 % arrivent désormais avec un bac qui leur assure une base de connaissances générales que le Certificat, programme court et appliqué, ne saurait à lui tout seul leur fournir. Ces deux ou trois années d'université, conjuguées, dans 75 % des cas, à une première expérience de travail, leur donnent à la fois une plus grande ouverture d'esprit et une indéniable maturité. Et la très grande variété de leurs origines disciplinaires (science de la communication, science politique, droit, études françaises, mais aussi biologie ou même polytechnique) fait du Certificat une pépinière de vulgarisateurs naturels. Qui

auront au moins pour mérite de bien maîtriser un ou deux langages spécialisés.

Une autre catégorie d'étudiants parvenant en journalisme avec un cumul de certificats présentent cette particularité qu'ils sont alors passés dans leur quasi-totalité par le Certificat de rédaction, ce qui constitue un atout indéniable pour leur maîtrise de la norme linguistique et des techniques rédactionnelles générales. Ce que confirme Blanche Wissen, qui enseigne dans les deux programmes : « Si l'on ne juge que le niveau de langue, sa qualité, alors, indéniablement, les étudiants de Rédaction sont meilleurs. » Mais elle apporte aussitôt cette nuance intéressante :

« En rédaction, l'assise est solide, ils ont de bonnes bases, ils savent rédiger, mais ils apprennent moins vite, sont souvent plus conservateurs, se sclérosent davantage que les étudiants en journalisme qui, eux, ont une plus grande aptitude au changement et progressent très rapidement. Ils ont aussi une langue plus souple, plus colorée. »

D'une manière générale, les étudiants qui suivent actuellement le Certificat en journalisme sont psychologiquement et sociologiquement assez différents de leurs prédécesseurs d'il y a dix ou quinze ans. Pendant longtemps, programme de perfectionnement destiné à des journalistes déjà sur le marché du travail, le Certificat sert désormais de formation fondamentale à des étudiants issus plus ou moins directement du bac, visant un changement de carrière et une spécialisation, et bien décidés à accéder à un marché qu'ils savent hautement compétitif. Le « dilettantisme » de leurs aînés a fait place à plus de détermination, sans doute d'individualisme, tout cela dans un climat certain d'insécurité. « Ils voient mieux la nécessité du travail bien fait et l'importance de l'écriture », constate Karl Parent, qui enseigne au Certificat depuis quinze ans.

Une autre évolution marque les cohortes actuelles : les étudiants d'il y a une ou deux décennies étaient presque tous d'origine canadienne-française. Aux « pure-laine » s'ajoute désormais une proportion sans cesse croissante de francophones d'autres origines : Français, Maghrébins, Haïtiens, Africains, généralement de bon niveau linguistique. Indéniablement enrichissant sur le plan culturel, ce « métissage » des classes entraîne un enrichissement de l'écrit.

S'il semble évident que la compétence linguistique des étudiants du Certificat ne peut qu'avoir profité des années d'université qu'ils ont suivies préalablement, l'autre critère d'admission au programme est, lui, directement lié à l'importance qu'on y accorde à la maîtrise de la langue. Les candidats subissent, en effet, obligatoirement un test de français spécifique et éliminatoire, considéré comme beaucoup plus difficile que l'examen général qu'ils ont passé pour entrer à l'université. Admissibles à 50 %, à la condition de réussir un cours de grammaire, ils doivent obtenir 65 % pour commencer directement leurs cours obligatoires. Une rapide comparaison indique un léger progrès du niveau linguistiques des candidats — mais nos statistiques personnelles ne remontent qu'à 1993. Cette année-là, 10 % des candidats étaient refusés et 20 % des autres se voyaient imposer une condition d'admission. En 1999, les proportions étaient respectivement de 7 et de 16 %. Jean-Claude Leclerc, qui a, lui aussi, une longue expérience d'enseignement au Certificat a constaté cette amélioration :

« Dans le peloton de queue, il y a moins de travaux pitoyables et dans celui de tête, il y a davantage d'excellents textes. Je ne mets pas de A+ quand le français n'est pas impeccable et j'en ai mis 3 ou 4 depuis quelques années. »

Il estime cependant que, faute de temps, on ne suit pas suffisamment les étudiants : « Il faudrait entreprendre une correction systématique des fautes. » C'est également l'avis de Blanche Wissen :

« Je crois qu'on est trop laxistes. On les admet et, hop! on les lâche! Il faudrait les suivre davantage. »

En dépit de ces conditions d'entrée assez exigeantes, on peut en effet se demander si on sélectionne suffisamment les candidats. Ne devrait-on pas appliquer des normes de sélection comparables à certains programmes universitaires, scientifiques, par exemple, s'interroge Claude Sauvé. Le but ici, cependant, serait moins d'élever encore la barre d'admission du test de français que de définir quel niveau et surtout quels types de connaissances les étudiants devraient détenir en arrivant. « Dans ce métier qui est plus un art qu'une science, ne pourrait-on sélectionner ceux qui ont le plus de chances de réussir? », se demande encore Claude Sauvé. Force est cependant de constater qu'en période de décroissance des effectifs étudiants conjuguée à des compressions budgétaires, les directions de programmes sont tiraillés entre le souci de la qualité et les pressions de la hiérarchie universitaire.

À quelle situation linguistique devrait-on préparer les étudiants?

En sélectionnant les étudiants, en leur enseignant, en les corrigeant, nous avons tous en tête, sinon une norme clairement définie, du moins un certain nombre de critères plus ou moins précis. S'il est un point sur lequel tous les participants à la table ronde tombent d'accord, toutes pratiques personnelles confondues, c'est bien celui de la prééminence de la norme écrite. Personne ne nie qu'il existe aussi une norme de la presse électronique, mais « la maîtrise de l'écrit est la clé. Les étudiants pourront ensuite passer à l'oral ou au journalisme Internet », estime par exemple Pierre Cayouette, dont l'avis est ainsi confirmé par Claude Sauvé :

« Lorsqu'on présente un projet de reportage qui va coûter quelques milliers de dollars, c'est un projet écrit que demande le rédacteur en chef. Il faut que ce soit écrit clairement, succinctement et très adroitement. Parce qu'il faut convaincre! Tout passe par l'écrit. On écrit des narrations, on ne les improvise pas. On monte des images sur des textes écrits. »

Les Québécois, on le sait, appliquent individuellement et collectivement plusieurs normes selon les situations de communication où ils se trouvent. C'est tout une collectivité linguistique qui a appris à décoder et souvent à appliquer le français dit international, tout en pratiquant quotidiennement ce qu'on convient d'appeler le français québécois (sans parler, bien entendu du registre parlé et familier, qui est étranger à notre propos). Dans les faits, c'est bien le français québécois standard, c'est-à-dire une langue à la syntaxe sensiblement identique à celle de la France et de la francophonie, mais comprenant un nombre important de spécificités lexicales, qui est la norme de l'enseignement au Certificat en journalisme. (Pour ne prendre que quelques exemples dans la langue de l'Internet, on peut citer ici comme exemples de néologismes caractéristiques de cette norme québécoise des termes comme courriel, Toile ou surfer.) C'est ce français québécois standard que définit, par exemple, Télé-Québec, selon Pierre Cayouette :

« Une langue simple, exempte d'erreurs grammaticales et syntaxiques, dénuée d'anglicismes, et rendant compte de notre spécificité culturelle et linguistique. »

Il s'agit là également de l'objectif linguistique que s'assigne Radio-Canada dans son dernier énoncé de politique linguistique. C'est aussi le français québécois standard qu'on retrouve au Devoir, à L'Actualité, et d'une manière générale, dans la presse écrite, tant quotidienne que de magazine.

Dans un domaine comme le journalisme où les enjeux sont aussi nombreux et aussi complexes, et après un aussi bref survol, il serait bien ambitieux de conclure. Nous nous contenterons d'abord de constater qu'en matière de langue et de médias les perceptions sont parfois trompeuses et que les opinions ne peuvent

sembler diverger que parce qu'elles ne parlent pas exactement de la même chose.

Les critiques des participants à la table ronde envers la langue des médias et celle de la société québécoise en général pourront paraître à certains un peu excessives et même rappeler la condescendance dans laquelle une certaine élite québécoise tenait la langue du « peuple » au début des années soixante, à l'aube de la Révolution tranquille. Ici, cependant, les commentaires sont dénués d'esprit de dénigrement. Ce sont ceux, faut-il le rappeler, de pédagogues soucieux d'assurer à leurs étudiants la meilleure formation possible. La langue écrite constitue l'outil ultime de transmission et d'acquisition de l'information, c'est notre conviction. Dans un monde de compétition féroce, la maîtrise de cet instrument constitue un atout important et notre préoccupation centrale d'enseignants est de l'assurer à nos étudiants. Aussi, sans doute, de laisser l'avenir de la presse au Québec entre bonnes mains.

Or les conditions d'existence des entreprises de presse sont en train de changer radicalement. Issues dans leur forme actuelle de la Révolution tranquille et de la démocratisation qu'elle a entraînée, les entreprises de presse traditionnelles doivent compter depuis quelques années avec un compétiteur de taille, la tout-puissante Toile qui, pour virtuelle qu'elle est, n'en est pas moins redoutable. Entre concurrence, collaboration, voire fusions, qui pourrait se hasarder à prédire où se retrouveront dans dix ans les médias actuels, leur langue, leurs techniques, leurs contenus? Nous connaissons assez bien les habitudes linguistiques des journalistes d'aujourd'hui, leurs qualités et leurs lacunes. Nous ne pouvons que présumer de celles des journalistes du futur. Il y a fort à parier, cependant, que les médias de demain serviront encore de miroir et de modèle à la société québécoise tout entière, voire à la francophonie, si l'on veut élargir la vision. C'est aussi sans doute ce qui déterminera l'avenir des programmes de journalisme et des étudiants qu'on y forme.